

Synthèse des propositions de la DIAMESCA à l'endroit du Gouvernement pour le Forum de Bruxelles

	Problèmes identifiés par la diaspora	Propositions retenues	Actions à entreprendre et financement à explorer	Calendrier et statuts de la mise en œuvre et observations
1)	<p>Fonds d'investissement</p> <p>Difficultés d'accès au crédit bancaire des PME-PMI centrafricaines en général et notamment de la diaspora. Beaucoup de projets de la diaspora restent dans les tiroirs faute de garantie de financement par les banques locales qui ne disposent pas de ressources à L.T.</p>	<p>Création d'un fonds national d'investissement pour pallier aux difficultés d'accès au crédit bancaire par divers mécanismes à étudier avec les différents partenaires d'aide multilatéral ou bilatéral. Seule la création d'un Fonds de garantie peut relancer les activités créatrices d'emplois</p>	<p>Evaluer le montant à présenter aux bailleurs lors de la conférence de Bruxelles. Voir les modalités de création en annexe.</p> <p>Il peut être doté d'un capital d'au moins 5 milliards d'euros pour répondre pleinement au besoin d'une situation de post crise et financer l'économie dans son ensemble garante de la paix à travers les emplois à créer pour lutter contre la misère source des maux du pays.</p>	<p>Puisqu'un séminaire avait déjà été organisé sur le financement du secteur privé et que les obstacles ont été identifiés, il ne reste qu'à évaluer le montant du Fonds d'investissement à présenter aux bailleurs. Il sera logé directement dans les banques locales en attendant d'avoir ses propres bureaux ultérieurement.</p>
2)	<p>Centre de Gestion Agréé</p> <p>Baisse pouvoir d'achat des salariés du secteur moderne, pertes d'emploi du secteur privé incitent les ménages à rechercher des revenus complémentaires à travers l'économie informelle. L'informel devient l'amortisseur social dans la mesure où il permet de traverser les crises sans trop de secousses sociales. Même si ce secteur procure des gains faciles, sa fragilité est à la mesure de son inorganisation (absence de statistique fiable, fiscalisation difficile, aucune pérennité garantie, succession difficile, concurrence déloyale du secteur moderne) etc. Cependant l'économie informelle bien qu'exercée en marge des textes réglementaires constitue une soupape de sûreté par la création d'emplois qu'elle favorise, malheureusement ces emplois sont précaires, ils ne contribuent qu'à pérenniser la misère des populations.</p>	<p>Créer les CGA devant</p> <ul style="list-style-type: none"> -contribuer à la sensibilisation des entrepreneurs centrafricains sur les avantages d'une gestion rigoureuse et formalisée, -fournir aux pouvoirs publics une réflexion sur un moyen de promouvoir l'investissement et la santé financière des PME/PMI, -prospector pour la profession comptable un créneau non encore exploré où leurs compétences pourraient être mises davantage au service de la PME centrafricaine à travers les centres de gestion agréés. - fournir un cadre de soutien multidimensionnel aux projets d'entreprises de la diaspora africaine de par le monde en favorisant leur financement grâce à un accompagnement et suivi comptable adaptés 	<p>Etape préparatoire à la création des CGA</p> <p>Séminaire à effectuer pour une sensibilisation au projet à partir d'une offre technique déjà produite mais à actualiser.</p> <p>Principaux partenaires concernés par le projet :</p> <p>Etat à travers les Ministères des finances, du plan du commerce, des affaires étrangères de la défense pour l'aspect DRRR etc.</p> <p>Financement d'abord de l'étude montrant le mécanisme du projet avant la phase de mise en œuvre. L'étude comprendra le business plan pour les activités pilotes choisies avant la généralisation.</p> <p>Financement par l'Etat ou les bailleurs internationaux.</p> <p>Le projet a pris du retard faute de financement par l'Etat d'où sollicitation des bailleurs lors du forum de Bruxelles</p>	<p>Calendrier de mise œuvre à définir lors du séminaire de validation du projet.</p> <p>Il sera présenté lors du séminaire des étapes de la mise en place du projet, les différents modèles de CGA existant actuellement en Afrique et surtout celui en gestation au Gabon qui peut servir de trame au projet de Centrafrique.</p> <p>Une fois l'étude terminée se posera le problème du site qui abritera les activités. Il pourra être logé provisoirement à la Chambre de commerce, mais vu l'importance des activités qui va couvrir tout le pays, une nouvelle construction s'imposera. D'où la proposition de la Mairie de trouver un terrain pour la construction du site du CGA qui abriteront aussi divers institutions tels le Fonds de garantie, le Fonds d'investissement, des bureaux locaux etc.</p>
3)	<p>Fonds de garantie</p> <p>La RCA est membre de deux fonds de garantie le FAGACE et le FSA qui pour rôle d'appuyer les banques dans leurs interventions. Malheureusement le bilan de ces deux Institutions en Centrafrique est mitigé voir même inexistant dans le cas du FSA à notre connaissance. Les raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> -peu de produits bancables suivant leur analyse alors que leur rôle est de prendre des risques - instabilité politique récurrente alors que les banques existent dans le pays malgré tout et ils doivent les suivre - mauvaise étude des Fonds de garantie quant à leur intervention en Centrafrique - exemple de ligne de crédit d'un milliard accord à la CBCA sans jamais être utilisé 	<p>Au delà de toutes les raisons invoquées, la solution principale réside dans le suivi comptable des projets. Les banques redoutent rembourser à la place des structures défaillantes les organismes de cautionnement alors qu'elles mêmes ont perdu leurs créances dans l'opération. Nous avons naguère dans notre mission de commissariat aux comptes au FAGACE proposé au Fonds outre une politique de proximité, en ayant d'antennes dans les pays membres, mais l'élargissement de l'assiette se fera avec moins de risque grâce à un partenariat avec les CGA. Les Centres de Gestion Agréés jouent un rôle important de contrôle et de conseil auprès des adhérents à travers leur savoir technique pour présenter les comptes en toute conformité</p>	<p>Schéma directeur de création d'un CGA d'un Fonds de Garantie à Bangui</p> <p>Appréhension de la nécessité de la mise en place des CGA comme mesure d'accompagnement des différentes politiques envers les PME du pays.</p> <p>Evaluation de la synergie avec les textes existants (projet de création du cadre juridique.)</p> <p>Mise en place des mesures incitatives sur le plan fiscal et obligatoires dans des domaines à définir (exemple: franchise de seuil d'emprunt ou bénéfice de la caution du FAGACE).</p> <p>Définition des secteurs d'activités pilotes à suivre dans le CGA pour cette expérience dans le cadre des mesures incitatives.</p> <p>Création d'un département de suivi de projets de la diaspora centrafricaine</p> <p>Création sous l'égide du ministère des finances d'un comité ad hoc de suivi de l'évolution du processus de la mise en place du CGA à l'effet de renseigner les</p>	<p>Identification des partenaires pouvant participer au projet</p> <p>A titre indicatif, on peut noter</p> <p>Le ministère des finances</p> <p>Le ministère des affaires étrangères et des Centrafricains de l'étranger</p> <p>La chambre de commerce et de l'industrie de Centrafrique.</p> <p>L'Ordre National des Experts-comptables de Centrafrique</p> <p>La BEAC, l'association des Banques locales.</p> <p>Les représentations des bailleurs de Fonds en Centrafrique (Banque Mondiale, BAD, AFD, Union Européenne, PNUD, etc.)</p> <p>Les syndicats représentatifs des secteurs d'activités pilotes</p> <p>Les représentants de certaines grandes écoles de comptabilité et gestion, etc.</p> <p>La jeune Chambre économique de Centrafrique</p>

Synthèse des propositions de la DIAMESCA à l'endroit du Gouvernement pour le Forum de Bruxelles

<p>4)</p>	<p>Code des PME</p> <p>Aucun texte à l'heure actuelle ne régit les activités des PME en Centrafrique alors qu'il existe une charte pour les grandes entreprises. Le mouvement de reconstruction du pays ne peut se faire qu'avec des textes adaptés à la circonstance.</p> <p>Ainsi le nouveau code des PME doit être caractéristique de ce qui peut être fait pour l'expansion des PME et entraîner une réduction de l'économie informelle. Il doit être la résultante d'une vision à moyen terme du secteur privé en général et celui des PME en particulier se traduisant par des priorités sectorielles.</p>	<p>Mettre en place une politique spécifique à chaque PME en terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'obligation comptable (adhésion au Centre de Gestion Agréé entraînant une réduction d'IS), - d'obligation en matière d'embauche (mesures incitatives et exonération des charges patronales à partir d'un niveau d'effectif salarié : minimum 5) - d'accès au marché public (bonification de points sous certaines conditions) - d'accès au financement public (à travers la mise en place d'un fonds d'investis) - de bénéfice de conditions avantageuses sur le plan fiscal et social si installation dans de pôle de développement - d'accès à une bourse de sous-traitance et de partenariat à mettre en place pour faciliter les échanges et rencontres entre les opérateurs du secteur privé - d'aide à la reconversion ou à la création d'entreprise pour une catégorie de promoteurs qui peuvent être des déflatés, des diplômés sans emploi etc. - d'accès au centre d'arbitrage et de règlement des conflits de la PME 	<p>acteurs ou toute autre personne intéressée par le projet.</p> <p>Aide au regroupement des activités du CGA sur un même site (siège et départements gérant les secteurs d'activités compris) ; à défaut mettre le siège et la représentation du FAGACE ensemble et sous-traiter les activités des départements auprès des Cabinets participant au processus.</p> <p><i>Financement des PMI PME centrafricaine</i></p> <p>Le développement des PME en Afrique se heurte toujours au problème du financement. Le Code des PME se doit donc de favoriser l'accès au capital et envisager des nouvelles formes de financement.</p> <p>Ainsi, le Code pourrait promouvoir le développement du crédit-bail et la création d'établissement de méso finance en définissant clairement leur cadre réglementaire et les conditions d'exercice. Le <i>Programme d'appui à l'émergence d'un secteur financier inclusif en RCA</i> mis en place par le PNUD, devrait aider à la création d'établissements dans ces domaines.</p> <p>Par ailleurs, si une agence de développement des PME devait être envisagée, elle aura, entre autres, pour responsabilité de travailler avec la SFI pour promouvoir le programme <i>SFI Capital risque</i> dont notre pays a la chance d'être l'un des huit bénéficiaires et qui sera mis en œuvre dans les prochains mois.</p> <p>Enfin, comme cela a déjà été proposé, une société d'investissement destinée aux PME pourrait être créée en se fondant, par exemple, sur le modèle de la société <i>Sinergi</i> créée au Niger avec l'aide d'Areva.</p> <p>Il doit également être conçu est mis en place un financement spécifique pour chaque catégorie d'entreprise suivant sa taille.</p>	<p>L'ordre National des Avocats, des Notaires et Huissiers de Centrafrique.</p> <p>Démarche d'information sur les activités du C.G.A. «expérimental», Sensibilisation par voie de presse</p> <p><i>Accès aux marchés publics</i></p> <p>Pour les PME adhérant aux CGA et disposant d'une comptabilité, en cas d'appel d'offre international en matière de prestation de services ou de fournitures de biens, le code impose aux soumissionnaires étrangers en cas d'obtention du marché si c'est un prestataire étranger de réserver 25% du marché à la sous-traitance locale.</p> <p>Si aucune compétence n'est avérée dans le domaine en cause, il sera retenu à la source 5 à 10% du montant du marché pour financer un Fonds de promotion de la PME centrafricaine dont l'objet sera de financer la formation des opérateurs dans divers domaines pour pallier l'insuffisance de niveau constaté par rapport à la concurrence étrangère.</p> <p>Il peut aussi être étudié un système de priorité d'accès aux marchés publics avec un système de bonification de points dont le mécanisme doit être étudié pour à la fois éviter tout protectionnisme tout en garantissant l'intérêt national;</p> <p>Financement par la diaspora elle-même de ses activités.</p> <p>L'Etat doit garantir les liens organiques l'unissant avec la représentation de la diaspora au pays de sorte que les projets ne doivent faire l'objet d'aucun</p>
<p>5)</p>	<p>Bureau de liaison de la diaspora</p> <p>La diaspora centrafricaine en tant qu'entité neutre a souvent pêché par son absence au sein de l'échiquier des décisions au niveau du pays.</p> <p>Sans être un acteur de second rang, la diaspora à travers ses acquis et expériences à l'étranger peut</p>	<p>Pour éviter une diaspora trop politisée mettre en place un bureau purement technique où les apports de la diaspora relèveront des acquis et l'expertise de chacun sur le plan de l'économie, la santé, l'éducation etc.</p>	<p>Contribution de la Mairie de Bangui à l'installation de la diaspora au pays en mettant à disposition un des bureaux des services de la Mairie..</p> <p>Initiative louable qui stimulera la diaspora dans son organisation et se rapprocher des pouvoirs publics et</p>	<p>Financement par la diaspora elle-même de ses activités.</p> <p>L'Etat doit garantir les liens organiques l'unissant avec la représentation de la diaspora au pays de sorte que les projets ne doivent faire l'objet d'aucun</p>

Synthèse des propositions de la DIAMESCA à l'endroit du Gouvernement pour le Forum de Bruxelles

	<p>contribuer dans tous les domaines possibles de la vie socio-économique de notre pays pour sa relance.</p> <p>Les contributions de la diaspora au développement du pays à travers les transferts d'argent et réalisations des projets bien que relevant des actions individuelles et non valorisées dans aucune statistique comme cela se fait</p>	<p>Pour des projets individuels, étudier avec les pouvoirs publics les incitations fiscal-douanières à mettre en place pour les favoriser sans créer de distorsion de concurrence avec les entités locales qui pourvoient aux moyens de l'Etat par la fiscalité pour assurer son rôle régalien.</p> <p>Diaspora beaucoup plus attendue dans ses apports aux grands projets de l'Etat.</p>	<p>privés pour contribuer au développement du pays.</p> <p>Reste à créer un texte organique liant la diaspora aux différents départements ministériels en sus de leur attachement au Ministère de tutelle.</p> <p>Le bureau est à partager entre toutes les diasporas d'où qu'elles viennent et quelques soient leurs secteurs d'activité.</p> <p>Désigner dès la création du bureau la structure juridique qui gèrera les actions de la diaspora et doté des moyens pour toutes les démarches de la diaspora.</p>	<p>détournement par une structure quelle qu'elle soit. La création d'une bourgeoisie nationale doit être une des priorités de nos gouvernants à travers l'encouragement de la diaspora à s'implanter au pays que cela se fasse par des projets individuels ou à travers des projets collectifs.</p>
6)	<p>Guide économique</p> <p>Promotion de l'économie à travers des outils de communication.</p> <p>1-Valorisation du Guide des affaires en Centrafrique</p> <p>Les objectifs visés par l'ouvrage en adéquation avec la politique économique du gouvernement vise la redynamisation du secteur productif à travers un quadruple objectif : susciter l'investissement étranger par la valorisation des potentialités de la République Centrafricaine ;</p> <p>offrir des informations sur la République Centrafricaine à caractère économique, juridique social et fiscal ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • mieux faire connaître les opérateurs économiques centrafricains tout en facilitant les échanges entre eux. • faire la promotion auprès du public national à travers des publi-reportages des Institutions ou autres organismes dont la RCA est membre. L'intérêt de l'ouvrage réside surtout dans la présentation des grandes entreprises et des grands projets de développement du pays. 	<p>La partition du Guide réside dans l'intérêt de que l'Etat ainsi que les pouvoirs publics et privés lui accordent. La parution peut être annuelle ou biennale.</p>		<p>Financement jusqu'à présent par compte d'auteur ce qui rend le travail difficile quand on voit l'intérêt du Guide dans la promotion du pays.</p> <p>L'état peut susciter la souscription d'encarts publicitaires par les sociétés para étatique pour faire leurs promotions et ainsi réduire le coût d'édition pour le promoteur</p>
7)	<p>Site Internet</p> <p>création et développement d'un site web. Il vient compléter la version papier du Guide. Il ne se limitera pas seulement à la présentation du Guide. Mais jouera le rôle d'un véritable portail vitrine de la RCA des affaires à l'extérieur.</p>	<p>En faire un véritable site économique du pays animé par un webmaster attitré si possible de la diaspora,</p>		

Synthèse des propositions de la DIAMESCA à l'endroit du Gouvernement pour le Forum de Bruxelles

8)	<p>Décentralisation par le DRR</p> <p>Les crises à répétition que connaît notre pays sont des crises de pauvreté de précarité avant de devenir politique. Certaines régions sont abandonnées malgré les potentialités dont elles regorgent et dont une exploitation rationnelle aurait permis de couvrir les besoins élémentaires de sa population (santé, éducation, infrastructures diverses etc.)</p> <p>La décentralisation si elle est bien menée est un facteur de développement économiques des régions. Les Centres Agréés de Gestion peuvent être installés dans les grandes villes (les pôles de développement) accompagnés des systèmes bancaires et internet pour favoriser les contacts.</p> <p>Nous avons mené récemment une étude sur la décentralisation dont nous produisons ici le plan à titre indicatif pour nous guider dans la démarche à cet effet.</p>	<p>L'économie informelle et la décentralisation</p> <p>Caractéristiques de la région dominée par le secteur informel</p> <p>Difficultés de mise en place des politiques de planifications</p> <p>Monographie des régions et instauration des pôles de développement</p> <p>Le partage des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales</p> <p>La gestion des comptes des collectivités</p> <p>L'appui conseil de l'Etat aux collectivités</p> <p>Faiblesse de l'Etat au niveau local</p> <p>Solutions à travers l'instauration des CGA dans des pôles de développement ou régions</p> <p>Statuts juridiques définition, rôle et mécanismes d'intervention du CGA dans les régions,</p> <p>Aide d'accès au crédit bancaire et suivi des dossiers financés</p> <p>Création d'un fonds d'investissement pour pallier l'insuffisance des capitaux propres des porteurs des projets,</p> <p>Création des richesses de l'Etat à travers les mécanismes d'élargissement et sécurisation de l'assiette fiscale pour financer les besoins locaux</p> <p>Les Outils Et Mécanismes De Promotion De L'économie Des Régions</p> <p>Coordination à travers un organisme ou ministère dédié des activités des pôles de développement</p> <p>Utilisation des jumelages comme outils de promotion à travers la coopération décentralisée.</p> <p>Promotion de l'économie à travers les ouvrages économiques ou sites internet (exemple du Gabon et la Centrafrique)</p> <p>Organisation d'un forum biennal des régions aux fins de présenter les potentialités économiques, culturels, touristiques etc et attirer des investisseurs potentiels.</p> <p>Utilisation des divers canaux pour favoriser les rencontres et promotion des régions à travers :</p>	<p>L'aspect décentralisation est important en matière de politique de DRR.</p> <p>Ce qui est fait actuellement n'est pas tellement lisible auprès de la population.</p> <p>La contribution de la DIAMESCA et d'autres acteurs de la diaspora consistent à résoudre le problème de DRR en grande partie par le volet économique.</p> <p>Il peut être fait de formation des créateurs d'entreprises suivant les secteurs d'activités et mobiliser des moyens pour ceux qui le peuvent pour gérer des projets en étant encadrés par les Centres de Gestion Agréés qui auront d'antennes régionales auprès des Chef lieu des régions ou autres grandes villes du pays en fonction des monographies concernées (agriculteurs, éleveurs, artisans miniers) etc.</p> <p>Le grand nombre des combattants qui ne peuvent pas être soit dirigés d'entreprises ou recrutés dans les forces de défense et sécurité seront salariés des structures qui seront créés.</p> <p>Beaucoup d'idées peuvent être partagées dans le domaine du DRR ou des militaires qui vont à la retraite avec les pouvoirs publics et le communauté internationale pour arriver à des résultats beaucoup plus probants que ce qui est fait actuellement.</p>
----	---	--	--

Synthèse des propositions de la DIAMESCA à l'endroit du Gouvernement pour le Forum de Bruxelles

		<p>L'APLF (Association des Parlementaires de Langues françaises) La FIDEF (Fédération Internationale des Experts comptables Francophones) La CPCCAF (Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Française) L'OIF (ORGANISATION INTERNATIOANLE DE LA Francophonie° Etc.</p> <p>La promotion des textes d'investissements favorisant l'implantation dans les régions A l'endroit de la diaspora A l'endroit des nouveaux opérateurs</p> <ul style="list-style-type: none">•		
--	--	--	--	--